

la vérité

N°: 1.
Février
1965

1 franc.

Supplément au N° 528 de la revue "La Vérité".

Sommaire

Edito.

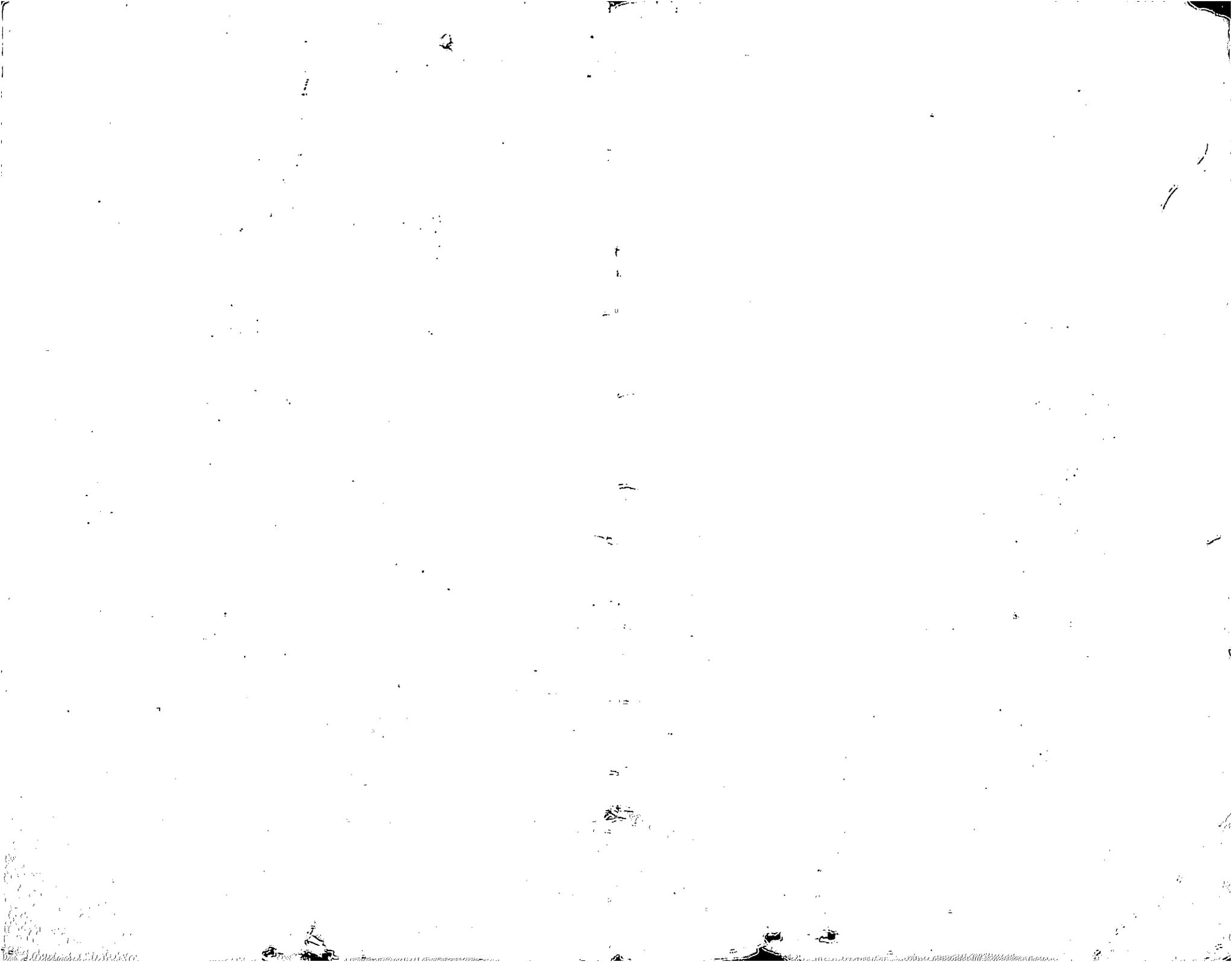
La bourgeoisie et son
état ont l'initiative .

Grande - Bretagne :
Vers l'épreuve de force?

Italie :
Tout reste à faire.

BULLETIN TROTSKYSTE

Rédaction et administration: 5 rue de Charonne Paris-XI^e



"LA VERITE" ne s'est jamais voulue "une revue théorique"; au sens restrictif où l'on emploie couramment ce terme. Bien au contraire, "LA VERITE", n'est comme l'affirme son sous-titre, "revue trotskyste", que dans la mesure où elle est un moyen de l'organisation de l'avant-garde, de sa sélection, sur la base du programme de la IVeme Internationale, et où elle est effectivement engagé dans la lutte pour la reconstruction de la IVeme Internationale qui seule, donne sa véritable dimension, à la perspective de la construction du parti révolutionnaire.

Cela ne signifie nullement que "les questions théoriques" soient secondaires. Pour l'action politique marxiste, il n'y a pas de rupture entre la théorie et la pratique. Les questions théoriques sont des questions politiques c'est à dire qu'elles concernent directement le combat des révolutionnaires, leur intervention dans la lutte des classes. La bataille sur ce terrain constitue un aspect essentiel de l'activité d'un courant politique communiste; ses publications doivent lui donner toute sa place. Mais le fait que ces dernières années en France, le trotskysme n'ait pu s'exprimer que sous la forme d'une revue, à la parution peu fréquente, ne relève pas de l'importance accordée, à juste titre, aux problèmes théoriques mais de la faiblesse de ses moyens.

Aujourd'hui, à l'échelle nationale comme à l'échelle internationale, le développement de la lutte des classes, pose et posera à l'avant-garde révolutionnaire, les problèmes les plus élevés de la stratégie révolutionnaire et, au premier plan, ceux du parti révolutionnaire et de l'Internationale.

Mais ces problèmes les plus élevés ne seront pas réglés seulement par des solutions d'ordre général. Ils exigent des solutions extrêmement précises, et précises quant à des questions qui peuvent paraître mineures mais qui se révéleront dans leurs conséquences décisives : les questions d'organisation.

En France aujourd'hui, dans une situation difficile, où fort d'abord de la politique des appareils bureaucratiques de la classe ouvrière, l'état mène l'offensive, les possibilités d'action des révolutionnaires sont pourtant grandes. Dans les luttes d'aujourd'hui se prépare la riposte de demain, se construisent les bases du parti révolutionnaire. A l'échelle internationale, la crise combinée de l'impérialisme et de la bureaucratie stalinienne fait du problème de l'Internationale, une question urgente et concrète: le courant révisionniste qui barrait la route au développement d'une Internationale, le "pablisme" se désagrège, déchiré par les contradictions que multiplie pour lui le développement de cette crise.

La reconstruction de la IVeme Internationale - seule perspective réaliste qui réponde à l'actuelle situation internationale et aux besoins de milliers de militants tirant les leçons de la décomposition du stalinisme - ne saurait pourtant être une conséquence automatique de cette situation.

Tout dépend de la capacité des organisations rassemblées autour du Comité International à faire face aux tâches qui sont les leurs: à ouvrir concrètement à partir de leur intervention dans la lutte des classes, la voie à la reconstruction

L A B O U R G E O I S I E E T S O N
E T A T O N T L ' I N I T I A T I V E

UNE ORIENTATION CLAIRE -

Le jeudi 4 Février, De Gaulle a donc tenu une conférence de presse. Opérations devenues rituelles sous la Vème République que ces déclarations gonflées d'auto-satisfaction faites par le Président de la République. Mais ce rite n'est pas gratuit, il n'est pas sans rapport avec la situation politique. Dans un régime de pouvoir personnel, où la bourgeoisie, dans ses couches décisives, s'en est finalement remise, bon gré mal gré, à un homme pour " conduire " - comme il dit lui même - les affaires politiques, les déclarations personnelles soulignent la politique qui sera suivie.

La dernière conférence de presse se situait à une période où commencent à apparaître des questions décisives pour l'avenir de la domination capitaliste : en France à l'échelle internationale, la concurrence entre les impérialismes devient de plus en plus rude sur un marché international saturé par le développement de la production (partout, en Europe, se multiplient les signes de ce que l'on appelle pudiquement des " récessions "); à l'échelle nationale, l'âge du général-président bien plus que les élections présidentielles mettent à l'ordre du jour la question de la durée des institutions mises en place par le gaullisme pour le plus grand profit du capitalisme, la continuation de sa politique en ce qu'elle a d'essentiel (Vème Plan etc.)

En définitive, la question n° 1 c'est celle des rapports avec la classe ouvrière. Là dessus, c'est une orientation fort claire qu'a exprimée De Gaulle : l'état, par le plan, prenant à son compte, les intérêts du grand capital financier, se doit d'en finir avec les organisations représentatives de la classe ouvrière comme classe. Il ne peut plus tolérer " certains organismes professionnels habitués à concentrer leur action sur la revendication " et il faut y substituer une " coopération des éléments qui portent une responsabilité dans le domaine de ma production, du travail, de la technique ". En d'autres termes, sous l'égide de l' état, dans un cadre corporatif, doit s'instituer une collaboration du Capital et du Travail. Et De Gaulle enchaîne en se réjouissant de constater que les cadres de cette transformation existent : " les commissions du Plan, le Conseil Economique et Social, les commissions de développement qui viennent d'être instituées dans les régions offrent, suivant leurs qualifications particulières, les cadres voulus pour de telles consultations. "

Et, si De Gaulle semble dire avec sérénité qu'il suffit de poursuivre cette politique, ce n'est pas qu'un bluff. Il tire les conséquences de la grève du 27/28 Janvier, de l'aide capitale que lui apportent les directions ouvrières et il en conclut qu'il faut continuer l'offensive.

L'ART DE LA DEMOBILISATION.-

La grève des mineurs avait été un coup d'arrêt à l'offensive anti-ouvrière de l'état gaulliste, bien qu'isolés, les mineurs n'aient pu obtenir la victoire.

Mais les conséquences de ce formidable mouvement étaient claires : les capacités de combat de la classe demeureraient telles que le gaullisme ne pourrait liquider les organisations ouvrières sans combat; ces organisations- en dépit de la politique de leurs directions- demeureraient le cadre dans lequel la classe reconstituait son potentiel de combat, un tremplin pour la contre-offensive.

C'est ce fait qui fondamentalement, ces dernières années, a dominé et domine encore la vie politique française.

Le "Tous- Ensemble " - la nécessité d'opposer à l'offensive d'ensemble de la bourgeoisie et de son état, une résistance d'ensemble de la classe, un front unique des organisations syndicales et politiques se réclamant d'elles, rassemblées sur un programme d'action précis - popularisé par les révolutionnaires organisés parce qu'il correspondait à l'exigence, de plus en plus clairement formulée par des milliers de militants membres du P.C.F., de la C.G.T., de F.O. , de la F.E.N., inorganisés.

L'ensemble de mesures baptisées " plan de stabilisation "-an fait un blocage des salaires tandis que les prix continuaient à s'élever - était justement comme une provocation anti-ouvrière.

1.000.000 de travailleurs voient leur niveau de vie brutalement frappé par les réductions d'horaires; les licenciements se multiplient, des poches de chômage s'étendent.... En même temps l'intensification du travail s'accroît sans cesse, la sur-exploitation du prolétariat s'accroît.

Parallèlement, les organisations syndicales se voient retirer l'apparence de " considération" qu'on leur accordait : les négociations ne sont que des leurres, les commissions mises en place par le pouvoir des traquenards, les discussions se

limitent à l'annonce par le pouvoir de ce qu'il a décidé.

C'est dans ce climat que se situe la grève du 11 Décembre. On s'en souvient les directions ouvrières avaient habilement manoeuvré pour que le " secteur public " demeure seul dans la bataille (la C.G.T. en se refusant à reprendre l'initiative de F.O. voulant étendre la grève à l'ensemble des travailleurs, F.O. en refusant l'unité d'action avec la C.G.T) . Mais le succès même de la grève (80% et plus de grévistes dans les branches essent elles), le caractère spectaculaire qu'elle avait prise du fait de l'arrêt complet des sources d'énergie, des transports, représentait un pas en avant vers le " Tous-Ensemble".

En limitant la grève, les directions espéraient peut-être contraindre le gouvernement à discuter tout en montrant leur bonne volonté, Il n'en fut rien : dès le 12 Décembre les réactions gouvernementales comme celles de la grande presse bourgeoise prouvaient que l'on avait, de ce côté là de la barricade, conscience des dangers qu'entraînait une mobilisation des travailleurs. Si les directions bureaucratiques ne voulaient pas prendre le risque de la lutte (et toute leur politique de collaboration de classe le leur interdisait), il ne leur restait qu'à capituler et d'abord à organiser la démobilisation des travailleurs.

Il est inutile ici de retracer la manière - chef d'oeuvre du genre - dont fut préparée, puis organisée dans ses moindres détails la grève du 27 et 28 Janvier.-(1)- Mais les résultats sont là, connus de tous, et les communiqués de victoire ne trompent personne. La presse bourgeoise a pu se permettre d'ironiser lourdement. " La grève par consentement mutuel est un leurre " écrivait l'éditorialiste de " Combat " ; " Drôle de grève " constatait "L'Express)...

Non seulement, la grève s'est soldée par un échec sur "le terrain", mais surtout le désarroi est considérable, la voie ouverte- par la collaboration ouverte des dirigeants syndicaux eux-mêmes. (à un renforcement de la législation anti-grève, le mouvement désamorcé).

Pourtant, environ 40% des travailleurs concernés ont fait grève, en dépit des conditions insensées de sa préparation, en dépit du fait qu'ils ne voulaient pas de cette grève sabotage Ils ont fait grève quand même, contre la bourgeoisie, contre son état, sans illusions. C'est à dire que les capacités de lutte de la classe ouvrière, les potentialités révolutionnaires qu'elle recèle, sont loin d'être épuisées. Et pour ceux qui fondent leur action sur la lutte de la classe ouvrière elle même, c'est un facteur décisif de la situation.

- 1 - Voir les numéros d' "INFORMATIONS OUVRIERES" de cette période. (19 rue Grenéta PARIS 2°)

L'HEURE RESTE A L'ACTION.-

Cela ne signifie pas qu'il faille se bercer d'illusions. Le mauvais coup perpétré contre la classe ouvrière les 27 et 28 Janvier n'a pas fini d'avoir des conséquences graves. Le désarroi est grand, dans tous les secteurs de la classe ouvrière; démoralisés, éperdus même, les militants des organisations traditionnelles l'aggravent.

Quant aux appareils bureaucratiques qui contrôlent le mouvement ouvrier et qui l'ont conduit au bord d'une défaite profonde, les facteurs qui ont guidé jusqu'à présent leur attitude demeurent. Le P.C.F. applique dans les conditions françaises la politique de " coexistence pacifique " et il est significatif que "l'Humanité " s'abstienne de citer le passage de la conférence de De Gaulle ou ce dernier précise que les moyens de l'intégration sont les commissions où participent les représentants de la C.G.T. mais se réjouit de ce qu'il ait tenu des " propos plus réalistes " en ce qui concerne les questions internationales". Or, pour la direction stalinienne, ces " questions internationales " c'est à dire les intérêts contre-révolutionnaires de la bureaucratie russe, exprimés dans la " coexistence pacifique " priment.

Quant aux dirigeants réformistes, englués dans la collaboration directe ,avec leur impérialisme, il ne peuvent de leur côté qu'ouvrir la voie à la capitulation.

En France, sous l'apparente quiétude d'une vie politique sans éclat, la lutte de classe atteint à un point crucial. Comme toujours, en pareil cas, ce qui est déterminant ce sont les directions de ces classes.

La bourgeoisie dispose d'un appareil d'état, d'une direction politique, qui sait ce qu'il veut. La classe ouvrière reste dominée par des directions bureaucratiques qui sont organiquement liées au maintien de la domination capitaliste. C'est pourquoi le rôle de ces directions est aujourd'hui tellement important : l'assurance de la bourgeoisie elle la puise dans l'appui apporté à ces plans par ces directions.

Les organisations de la classe ouvrière dont la place dans la lutte de classe vient d'abord de ce qu'elles sont un produit de l'activité des travailleurs dans leur lutte contre le capitalisme, ne sauraient être identifiées à leurs directions. En leur sein grandit la contradiction qui oppose la politique des directions et celle que dicte les intérêts de la classe : entre le front unique de classe et le refus de cette unité d'action, entre le tous ensemble et les grèves tournantes, entre la lutte d'ensemble contre le régime et la capitulation.

C'est à dire que le rôle de l'avant garde révolutionnaire organisée, pour faible qu'elle soit encore, est immense. Parce qu'elle seule, par son programme, exprime les intérêts réels de la classe ouvrière, c'est de sa capacité à ouvrir, par son intervention, la voie de la lutte, que dépend pour beaucoup l'issue de la situation.

Quand paraîtra ce bulletin, on aura fêté, avec beaucoup de phrases creuses, l'anniversaire des manifestations du 12 Février 1934. La classe ouvrière n'a pas à commémorer, avec nostalgie, des souvenirs. Elle a par contre à tirer toutes les leçons des luttes passées de sa classe.

Face au coup de force réactionnaire du 6 Février, le prolétariat a imposé aux dirigeants du parti communiste et du parti socialiste, qui n'en voulaient ni les uns ni les autres, le Front Unique. Et, ce Front Unique n'a pas seulement constitué une riposte efficace aux menaces d'une dictature réactionnaire, mais le cadre dans lequel la classe ouvrière a pu se mobiliser, préparer Juin 1936. C'est la première leçon.

L'autre leçon c'est que le Front Unique ne pouvait mener à la victoire qu'en faisant sien un programme de rupture avec la bourgeoisie, ce qui impliquait que les travailleurs le contrôlent.

Célébrer comme elles les méritent des luttes du prolétariat français en 1934, c'est, dans les conditions difficiles d'aujourd'hui poursuivre le combat pour le "Tous Ensemble", pour le Front Unique de toutes les organisations ouvrières contre le régime, Front Unique préparé par les travailleurs eux-mêmes, à travers des Conférences Démocratiques ouvrières tenues dans tous les secteurs.

Ce combat est indissociablement lié au renforcement de l'avant-garde révolutionnaire organisée: à chaque occasion, sous toutes les formes possibles, oeuvrer à coordonner, à centraliser nationalement les efforts de ceux qui défendent la perspective révolutionnaire, voilà la première conclusion que l'on peut tirer de la situation actuelle.

GRANDE - BRETAGNE
=====

VERS L'EPREUVE DE FORCE ?

La mort de Winston Churchill est opportunément survenue pour faire passer au second plan le bilan des trois premiers mois du gouvernement travailliste " Wilson". Les cérémonies à grand spectacle ne peuvent pourtant masquer les échecs, et les difficultés ni l'impression d'impuissance que donne ce gouvernement - et qui s'est déjà traduite, sur le terrain électoral, par la chute verticale des suffrages travaillistes dans plusieurs élections partielles.

Pour des journalistes qui ont le goût du symbole, les pompeuses funérailles de Winston Churchill auraient été, en quelque sorte, celles de la puissance passée de l'Empire britannique, autrefois dominant le monde, aujourd'hui contraint à mendier des prêts pour sauver la livre sterling. Il y a du vrai dans ce commentaire, mais il faut bien garder à l'esprit deux faits. D'une part, l'irréversible décadence de l'impérialisme britannique ne remonte pas à ces dernières années mais s'inscrivait déjà dans la situation née de la première guerre mondiale pour s'affirmer définitivement lors de la seconde guerre impérialiste. D'autre part, du point de vue de "l'ordre" impérialiste international, la Grande Bretagne reste une puissance décisive, économiquement et politiquement. On l'a bien vu, récemment, lors du sauvetage de la livre sterling, organisé par le capitalisme américain. On peut dire d'ailleurs que cette opposition entre le rôle que l'impérialisme britannique joue dans les relations internationales, du point de vue de la lutte de classe internationale et la faiblesse de la base sur laquelle il repose - vieillissement, " tassement " d'une industrie britannique de moins en moins compétitive - donne un caractère encore plus aigu à sa crise.

Aussi, les actuelles " difficultés économiques du capitalisme anglais n'ont elles rien de " conjoncturel ". Elles reflètent une crise d'ensemble, profonde, et ne peuvent que s'aggraver, plaçant la bourgeoisie devant des choix décisifs et urgents. La production stagne, le déficit du commerce extérieur grandit, les importations continuant à croître plus vite que les exportations (à ce sujet, le " Financial Times " du 4 Janvier signalait qu'en 1964, tout l'équipement industriel supplémentaire qui avait été installé avait été importé). -(1)-

.../...

-1) voir " THE NEWSLETTER " du 16 Janvier (article de Peter JEFFRIES)

Les mesures immédiates prises par le gouvernement Wilson (surtaxe de 15% sur les importations, élévation de 7% du taux d'escompte) ne sont que des palliatifs destinés à tempérer, si possible, le déséquilibre de la balance des paiements. Ces mesures auront, comme premières conséquences, un ralentissement de la production et une augmentation de l' " armée de réserve " du capital: les chômeurs. Elles n'ont de sens qu'intégrées à un plan plus vaste : les ressources nécessaires à la défense de l'impérialisme britannique ne pourront être trouvées que dans une sur-exploitation de la classe ouvrière anglaise toute entière, le chômage étant utilisé comme moyen de pression sur les salaires des ouvriers engagés dans la production. En d'autres termes, il s'agit d'arracher plus de plus-value et par la " rationalisation " de l'industrie et par la baisse du niveau de vie de la classe ouvrière dans son ensemble. Le gouvernement Wilson n'est accepté par le grand capital que dans la mesure où il paraît constituer le meilleur moyen pour " associer " les syndicats à cette " politique d'austérité "

L'évolution de la situation en Grande-Bretagne ne dépend pas du simple jeu d'une " fatalité " économique, mais de la réalité vivante de la lutte des classes. Ce serait une erreur de définir la classe ouvrière britannique par le seul fait que ses organisations, le Labour Party et les Trade-Unions, soient contrôlées par une bureaucratie réformiste. La situation longtemps dominante du capitalisme anglais - et son corollaire, la stabilité des institutions politiques, la possibilité de jouer le jeu démocratique - ont permis au réformisme de s'assurer le contrôle des puissantes organisations de la classe ouvrière britannique. Mais ces organisations témoignent aussi de la vitalité, de la combativité d'une classe dont les premiers combats coïncident avec les débuts du capitalisme industriel. Depuis 1945, les travailleurs britanniques dans des luttes dures et parfois violentes, souvent engagées contre la volonté des dirigeants syndicaux, ont démontré leur capacité de combat, leur sens de classe. Cette classe ouvrière réagira à l'offensive lancée contre elle avec l'aide directe de la bureaucratie réformiste. Le Labour Party a été porté au gouvernement non pas à cause de la campagne qu'il mena, mais en dépit d'elle. C'est contre les " Tories " représentants haïs des exploiters que les ouvriers britanniques ont voté, c'est contre le capitalisme qu'ils se sont affirmés. Et cette volonté de lutte contre le capitalisme entre en opposition directe avec la politique pratiquée par le gouvernement Wilson que l'éditorial du dernier numéro de " Fourth International " définit ainsi :

" La désignation d'un gouvernement du Labour en 1964 est
 " l'un des derniers actes^{cu} douloureux et lent déclin de
 " l'impérialisme britannique. Les rapports qui existent
 " entre la social-démocratie et la situation historique
 " particulière du capitalisme a finalement produit Harold
 " Wilson et un gouvernement de serviteurs avoués et rampants
 " du capitalisme de monopoles. Wilson et compagnie, venus
 " au pouvoir avec l'appui ouvert d'importantes sections
 " de la classe dominante au moment où le parti traditionnel
 " de cette dernière est déchirée par une crise interne,
 " sont prêts à appliquer une politique destinée à rendre le
 " capitalisme plus "efficace", sans grande considération
 " pour les intérêts particuliers de certains secteurs de
 " la bourgeoisie, de ceux qui sont basés sur d'anciens
 " privilèges militaires et diplomatiques, ou liés à la vie
 " vieille domination coloniale - en bref de ceux qui vivent
 " sur des intérêts politiques et économiques spécifiquement
 " "britanniques"- là où ils s'opposeraient à une politique
 " plus apte à servir les intérêts généraux du capitalisme
 " de monopoles dans sa lutte contre la classe ouvrière,
 " internationalement aussi bien que nationalement ". Le
 " fait que Wilson soit membre du Labour Party a l'avantage
 " supplémentaire de lui permettre de faire appel à la
 " coopération de la classe ouvrière. Son ancienne liaison
 " avec l'aile gauche bevaniste du Labour Party lui permet
 " de s'assurer le soutien des centristes et même des
 " révisionnistes qui se disent marxistes." -(2)-

Cette politique se heurte de front aux aspirations de la classe ouvrière, à ses intérêts fondamentaux de classe comme à ses besoins immédiats. En conséquence, la logique de la situation politique en Grande-Bretagne, c'est celui d'un affrontement impitoyable entre les classes comme de crises profondes au sein des organisations de la classe ouvrière.

D'ores et déjà, s'affirme la contradiction existant entre les paroles d'un gouvernement qui se prétend du " côté des travailleurs ", et ses actes - " discipliner " cette classe ouvrière pour le compte du grand capital sous le couvert d'une "politique des revenus", d'une " rationalisation de la production". Non seulement en ce sens que les premières mesures prises par le gouvernement Wilson atteignent directement les travailleurs : par exemple, au cours de sa campagne électorale, le Labour Party avait promis de faciliter l'obtention de prêts pour l'achat de loyer; la décision de resserrer le crédit se traduit par une augmentation de plus de 6% de l'intérêt des prêts accordés aux particuliers! mais plus encore, le gouvernement Wilson doit s'attaquer directement aux positions que, du fait de ces luttes antérieures, la classe ouvrière occupe dans certains secteurs. Il en est ainsi sur les docks. ..//..

On comprend l'importance des ports pour un pays comme la Grande-Bretagne. Depuis des années, avec détermination, les dockers ont lutté contre leurs employeurs. - (3)- Aujourd'hui le gouvernement et les capitalistes lancent une campagne pour la "rationalisation" et la "mécanisation" des docks, ce qui dans les conditions de l'exploitation capitaliste, signifie l'élimination massive de travailleurs, et la sur-exploitation de la fraction restante, condamnée à suivre le rythme infernal de machines de plus en plus perfectionnées. Pour parvenir à cette solution, il faut écraser le mouvement des dockers. La résistance des travailleurs des ports ouvre une autre perspective, celle que le Comité Politique de la Socialist Labour League (l'organisation trotskyste britannique, affiliée au Comité International de la Quatrième Internationale, a précisée dans une déclaration : UNE POLITIQUE SOCIALISTE POUR LES DOCKS dont nous donnons ci-dessous quelques extraits :

" Les dockers font face aux mêmes problèmes que des millions
 " de travailleurs confrontés avec la mécanisation et l'auto-
 " mation. Dans chacun de ces cas il est nécessaire d'aller
 " bien au-delà de simples promesses des patrons qu'ils
 " renieront à la première occasion. Il faut une politique
 " qui impose et qui assure de meilleures conditions de
 " sécurité et d'emploi. Les dockers peuvent se battre pour
 " une telle politique et vaincre. C'est pourquoi les patrons
 " se préparent si activement à briser les dockers. C'est
 " pourquoi la lutte des dockers compte pour l'ensemble de
 " la classe ouvrière qui fait face aux plans du grand capi-
 " tal voulant résoudre ses problèmes de "modernisation" aux
 " dépens de la classe ouvrière....

" La position officielle c'est la "nationalisation" des
 " dockers sans la nationalisation des docks!

" Il y a une autre voie. Toutes les entreprises des docks
 " doivent être nationalisées, sous le contrôle, à tous les
 " échelons des représentants des dockers. Ces représentants
 " seraient responsables des conditions de travail et de
 " discipline et seraient eux-mêmes soumis au contrôle des
 " travailleurs qui les désigneraient et auraient le droit
 " de les destituer.

" Quel est le premier pas dans cette voie ? Les syndicats et
 " les représentants des dockers, avec les experts comptables
 " qu'ils désigneraient doivent examiner à fond et rendre
 " public le contenu des livres de compte des entreprises
 " des docks. Ainsi se révélera la raison de l'arriération
 " des docks : les profits ont été utilisés selon les inté-
 " rêts des actionnaires, non à des fins de modernisation."

Cette perspective politique, la seule réaliste, pose bien sur les problèmes les plus élevés de la lutte de classes; ceux de la mobilisation de la classe ouvrière dans son ensemble, car les dockers ne peuvent rester isolés; ceux, en dernière analyse, d'un gouvernement ouvrier.

Dans l'analyse de l'actuelle situation britannique, il est un facteur qu'il ne faut jamais oublier : l'existence d'une organisation révolutionnaire; la Socialist Labour League, qui s'est développée aussi bien dans la lutte contre la bourgeoisie et ses agents directs que dans le combat contre le révisorisme sous ses formes les plus diverses. L'existence de cette organisation fait que les problèmes soulevés plus haut, sont posés concrètement, en termes de stratégie, en termes d'action, devant l'avant-garde ouvrière britannique.

Aujourd'hui l'un des éléments essentiels de la radicalisation de la classe ouvrière britannique est la progression rapide vers la politique et l'organisation révolutionnaire de toute une couche de la jeunesse travailleuse. Ce phénomène - qui n'est pas spécifiquement britannique - exprime le refus par les jeunes travailleurs de la société décomposée du capitalisme, leur dégoût des bureaucraties et de leurs méthodes, leur volonté de lutte. Plus profondément encore, il exprime le caractère révolutionnaire de la génération prolétarienne née à la vie politique dans les conditions où le capitalisme a à la fois atteint son plus haut niveau de progrès technique et son ultime degré de décomposition sociale et politique.

Les "Young Socialists", mouvement de jeunesse du Labour Party, développé d'abord dans les couches les plus opprimées et les plus exploitées de la jeunesse ouvrière, continue - en dépit de la répression bureaucratique qui le frappe - son travail d'organisation et d'éducation révolutionnaires, tout en intervenant à l'avant-garde de la lutte de classes. Montrant qu'ils ne séparent pas ce combat de celui de toute la classe, les "Young-Socialists" ont organisé le 4 Février une manifestation devant le parlement pour protester contre la non-augmentation des pensions des vieux travailleurs.

En effet, les possibilités ouvertes par la combativité révolutionnaire des jeunes ne pourront être utilisées pleinement que si leur action se lie organiquement à la mobilisation de l'ensemble de la classe, et d'abord de ces secteurs décisifs.

• Dans le plus vieux pays capitaliste du monde, sans que l'on puisse prévoir les rythmes, commence une lutte sévère dont les conséquences seront immenses pour la lutte de classe internationale, pour la sélection d'une direction révolutionnaire à l'échelle internationale.

Une seule chose est d'ores et déjà certaine : cette lutte ne se terminera pas par un "match nul". Il y aura un vainqueur et un vaincu. Elle sera décisive pour les adversaires en présence, la bourgeoisie et la classe ouvrière. Elle sera aussi décisive pour les organisations politiques de la classe ouvrière car tous les problèmes de la stratégie révolutionnaire s'y retrouveront. La situation passée de l'impérialisme britannique lui a longtemps permis, nous l'avons noté, de mener sa lutte contre la classe ouvrière en Angleterre tout en préservant les formes de la démocratie. Aujourd'hui, bien après que les bases économiques en aient été sapées, cet état de choses commence à être remis en question. Il sera définitivement détruit par le cours même de la lutte de classes. Le vernis démocratique craquera, le pouvoir d'état sera amené à intervenir de plus en plus brutalement contre le mouvement ouvrier.

Du côté de la classe ouvrière, en dernière analyse, le facteur essentiel sera la capacité de l'avant-garde à s'organiser solidement autour du programme de la révolution socialiste, la construction du parti apte à jouer un rôle dirigeant dans ces luttes, qui exprimera en termes de stratégie et de tactique la mobilisation des masses.

C'est dans cette voie que se bat la Socialist Labour League dont, à un récent meeting tenu à Londres, avec la participation de Peter Kerrigan, l'un des dirigeants des dockers, le Secrétaire National Gerry Healy déclarait :

" Nous vivons une période dangereuse pour le mouvement
 " ouvrier. On cherche à faire croire que c'est la classe
 " ouvrière qui est responsable de la faillite du gouvernement
 " Wilson. "

Puis, ayant montré que le gouvernement Wilson pratiquait au contraire la politique voulue par le grand capital, G. Healy ouvrait la perspective de la lutte :

" Si 70.000 dockers refusent de travailler ils tiennent le
 " capitalisme à leur merci. Si les travailleurs du rail,
 " ceux des mines les soutiennent, si la jeunesse est à
 " l'avant-garde, c'est la perspective du pouvoir qui est
 " ouverte. Le plus longtemps nous reculerons devant cette
 " lutte et plus près nous serons d'une dictature réaction-
 " naire...

" Il nous faut lutter contre toutes les forces qui divisent
 .../...

" la classe ouvrière. Il nous faut lutter pour une
 " nouvelle direction et nous engager nous même dans le
 " combat. "

Et il devait conclure en appelant la jeunesse à rejoindre
 " la "Socialist Labour League ", afin d'aider à la construc-
 " tion d'une direction révolutionnaire capable de prendre
 " le pouvoir et d'ouvrir la voie à un système où la majo-
 " rité du peuple controlera les moyens de production au
 " lieu de vivre comme des bêtes."

+++++

LE PROCHAIN NUMERO DE LA REVUE

LA VÉRITÉ

PARAITRA EN MARS

A U S O M M A I R E :

- POUR LA RECONSTRUCTION DE LA IV° INTERNATIONALE.
- APRES K R O U T C H E V.
- LA CRISE DU CAPITALISME D'APRES-GUERRE.
- DISCUSSION SUR L'ETUDE DE MICHEL VARGA.
- C H R O N I Q U E S - N O T E S D E L E C T U R E .

PRIX: 3 francs .

ABONNEMENTS:

Ordinaire.....10 francs.

De Soutien.....15 et 20 f.

Etranger.....20 francs.

(Cet abonnement donne droit au supplément mensuel.)

Tout versements à la S.P.E.L. 5 rue de Charonne Paris 11°

Compte-Chèque Postal : 6032 01 Paris.

I T A L I E

=====

T O U T R E S T E A F A I R E .

A quelques mois d'intervalle, deux faits éclairent vivement les problèmes actuels de la lutte de classes en Italie. De la solution qui sera apportée à ces problèmes dépend, pour des années peut-être, le sort de la classe ouvrière italienne.

Fin Août, : un million de travailleurs, drapeaux rouges en tête suivent à travers Rome le cercueil du vieux chef stalinien Togliatti.

Fin Décembre : après plus de vingt tours de scrutin et treize jours d'une comédie burlesque, le parlement porte à la Présidence de la République le dirigeant social-démocrate Saragat.

-D'un côté la classe ouvrière, qui conserve intacte ses ressources et sa capacité de combattre. De l'autre, les directions ouvrières, au chevet de la démocratie parlementaire agonisante, s'efforcent de trouver avec les représentants de la bourgeoisie, une solution qui préserve ce qui reste encore des " institutions républicaines."

Pour comprendre les tenants et les aboutissants d'une situation inextricable, il faut en revenir aux problèmes de fond. Bien qu'il soit fortement intégré au marché international par ses plus puissantes unités de production (FIAT-, EDISON -, MONTE-CATINI-, ITALSIDER etc ..), toutes entreprises dont les moyens industriels et financiers dépassant largement ceux des entreprises françaises et correspondant à ceux des entreprises allemandes des mêmes secteurs, le capitalisme italien n'est pas (et n'a jamais été) une réalité nationale. Isolé dans un tissu conjonctif extraordinairement arriéré, dont les éléments principaux sont le Midi " sous-développé " et un vaste secteur agricole aux rendements faibles et à l'organisation anachronique, le grand capital peut bien moins qu'ailleurs s'appuyer en Italie sur un marché intérieur stable et, par conséquent, sur un développement organique de l'économie nationale. Il est de ce fait, particulièrement vulnérable aux fluctuations du marché mondial. Alors que, l'année dernière le taux de croissance de la production industrielle était le plus élevé d'Europe (1962/1963 = + 8%), en 1964, la tendance à la contraction du marché international s'est traduite par une interruption brutale de cette croissance (1963/1964 = + 0,6%). En outre, le caractère arriéré de vastes secteurs de l'économie est un très lourd boulet que traînent les grands trusts capitalistes du Nord. Ce fardeau dans le passé était compensé (et au-delà !) par la rente élevée que ces industries prélevaient en exploitant (à des taux de salaire bien inférieurs à ceux qui étaient pratiqués dans le reste de l'Europe) des millions de travailleurs venus du Sud, continuellement menacés de retourner au chômage.

..../..

Mais le développement du capitalisme européen a épongé le chômage italien à partir de 1958. Plus de deux millions de travailleurs italiens immigrés sont actuellement en France, en Allemagne et en Suisse. Et, les luttes de la classe ouvrière ont permis d'imposer, depuis deux ans des hausses de salaires considérables. Aussi l'avantage dont bénéficiait le capitalisme italien s'est-il trouvé réduit à néant. Aujourd'hui, l'entretien de "l'arrière-pays" pèse lourdement sur les prix de revient des entreprises.

Pour reconstituer les marges bénéficiaires de ces entreprises, le grand capital doit frapper la classe ouvrière. L'offensive qui vise au blocage des salaires, à l'élévation du taux de chômage mais aussi à la liquidation des secteurs de l'économie marginaux ou insuffisamment rentables s'est développée tout au long de l'année 1964. La situation est aujourd'hui la suivante : 150.000 chômeurs totaux et 300.000 chômeurs partiels dans le bâtiment; 12.000 licenciements récents dans la métallurgie et 350.000 métallos frappés par les réductions d'horaires; dans le textile 3.000 licenciements et des réductions d'horaires massives pour des centaines de milliers d'ouvriers. Au total : 112.000 licenciements de Mars à Octobre; 685.000 suspensions " temporaires " de Juillet à Octobre. Le patronat prévoit officiellement 111.445 suppressions d'emploi en 1965 et 182.674 en 1966. Ces suppressions d'emplois correspondent le plus souvent à des fermetures d'usines. La presse rapporte chaque jour de nouvelles liquidations d'entreprises. Ces opérations se doublent de tentatives diverses d'atteinte au droit de grève de certaines catégories de travailleurs (récemment les douaniers et les cheminots).

La réalité est inscrite dans ces chiffres : après la grande période de luttes de 1962/1963, la bourgeoisie a repris l'initiative dans la lutte de classes. Il est évident qu'il va maintenant lui falloir consolider les résultats obtenus. Il faut donc se poser la question : par où, dans la prochaine période va passer l'offensive du grand capital ? L'examen, même rapide, des manœuvres, grandes et petites, qui se sont développés tout au long de l'élection présidentielle permet de situer les éléments du problème. Non pas que cette élection ait, en soi, une grande importance, mais parce que, dans le cadre de la crise institutionnelle très profonde qui mûrit en Italie, il s'agissait au fond de savoir qui contrôlerait cette crise, et comment.

La "droite" parlementaire a eu un candidat : l'ancien président de la Chambre des Députés, le démocrate-chrétien Leone, candidat officiel de son parti. Contre lui un autre candidat Fanfani, démocrate-chrétien (D.C.) lui aussi, inspirateur de l'expérience gouvernementale actuelle, dite de " centre-gauche ", en ce qu'elle associe au gouvernement le parti socialiste de Nenni, aux côtés des sociaux-démocrates, de la Démocratie-Chrétienne (D.C.) et des républicains. Tant que deux candidatures démocrates-chrétiennes, ont été en présence, les partis ouvriers P.C, P.S.I.U.P., et P.S.I. ont maintenu leurs propres candidats, mais nullement pour des motifs de " classe ". Le P.C. en particulier; dont toute la " politique " telle qu'elle s'exprime dans

sa presse, est orientée vers les "masses catholiques" et vise à introduire, au sein de la Démocratie-chrétienne (D.C.), des "clivages de classe", s'est bien gardé de reporter ses 250 voix sur Fanfani, président démocrate-chrétien "de gauche" qui eût cependant répondu à ses vœux. En effet, faire élire Fanfani contre le candidat officiel de la D.C. eût inmanquablement provoqué une crise telle que l'ensemble du système de domination politique traditionnel de la bourgeoisie, qui repose sur l'unité de la D.C., aurait été menacé. Après le retrait de la candidature Fanfani, c'est-à-dire après qu'il ait été écarté le principal danger pour la solidité des institutions démocratiques bourgeoises, le P.C. a manoeuvré, fort habilement d'ailleurs, pour faire admettre que sa collaboration était nécessaire à la solution de la crise du régime. L'élection de Saragat, après que celui-ci eût réclamé les suffrages communistes, n'avait pas d'autre signification. Le P.C. s'adressait à la bourgeoisie pour lui dire : "ne craignez rien ! nous sommes là, prêts à collaborer à des conditions raisonnables". La candidature Nenni, retirée dès que Saragat accepta les conditions posées par le P.C. n'a jamais été une candidature de front unique ouvrier, bien qu'elle eût rassemblé les suffrages du P.C. et du P.S.I. Une telle candidature, qui aurait pu être le symbole de ce que la classe ouvrière avançait ses propres solutions face à la crise de la société n'a servi en définitive, par son retrait, qu'à mettre en valeur le geste du P.C. facilitant le succès du candidat de toute la bourgeoisie : Saragat.

L'élection présidentielle a révélé un autre fait important le divorce de plus en plus accentué entre les couches décisives de la bourgeoisie, le capital financier du Nord, et leur représentation politique traditionnelle. Après le fascisme et les années de guerre, cette représentation parlementaire de la bourgeoisie a acquis sa physionomie particulière à une époque où le grand capital était intéressé à créer puis à élargir son marché intérieur, et où il tirait un bénéfice (pour les raisons exposées ci-dessus) d'un développement national de l'économie, aussi harmonieux que possible. Le parti démocrate-chrétien est l'expression de ces intérêts nationaux du grand capital. Mais, parti de notables, fortement implanté localement, il s'appuie à son tour sur de vastes secteurs de la petite bourgeoisie, de l'artisanat, de la propriété foncière. Ces couches qui sont déjà, et qui ne peuvent être à l'avenir, que les victimes de la lutte pour la vie que même le grand capital italien sur les marchés internationaux, ont des besoins qui leur sont propres. Leone était leur candidat dans la mesure où cette candidature tendait à faire passer par le cadre des institutions parlementaires traditionnelles et non pas à l'extérieur les solutions autoritaires que préparent toutes les couches de la bourgeoisie face à la poussée de la classe ouvrière. Mais la candidature Fanfani qui n'a été retirée qu'à la suite des pressions les plus énergiques du Vatican, gardien éclairé de l'ordre social en Italie, signifiait

précisément que le grand capital, faute qu'une politique autoritaire soit possible dans le cadre du parlement (voir l'échec de l'expérience Tambroni en 1960), faute aussi qu'un coup de force du type gaulliste soit réalisable dans l'immédiat en Italie, prenait le parti de préparer l'avenir sous le couvert de la combinaison de " centre-gauche ". Il est clair en effet, qu'à terme, l'intégration des organisations de la classe ouvrière à l'Etat bourgeois par le canal de la " programmation démocratique " et de la politique des revenus, qui sont les grands axes de la politique de centre-gauche, offrent au grand capital des garanties autrement plus sérieuses qu'une hypothétique combinaison parlementaire, rendue en tout état de cause presque impraticable à la suite du renforcement de positions ouvrières (élections législatives du 28 Avril 1963 et administratives du 22 Novembre 1964).

Pieraccini, ministre socialiste du Plan expose clairement les objectifs actuels du grand capital lorsqu'il déclare :

" Une politique de programmation démocratique est, en fait,
 " une politique de choix, réalisée avec la contribution active
 " des représentants de l'économie et des syndicats, sous la
 " direction du gouvernement et du parlement, dans l'intérêt
 " général du pays " .

C'est sur cette perspective que d'ores et déjà se prépare, l'offensive contre les organisations ouvrières dont les directions refusant de mobiliser la classe, n'ont d'autre issue que de capituler et de préparer la défaite.

L'examen de la situation permet donc de conclure: selon toute possibilité la prochaine étape de l'offensive bourgeoise contre la classe ouvrière passera par la mise en place des institutions de l'intégration, au sein desquelles mûrissent, pour l'avenir, les structures de l'Etat autoritaire. C'est dans cette perspective qu'il faut évaluer les forces du prolétariat et la politique des directions ouvrières.

Les mouvements récents démontrent que les forces du prolétariat subsistent. Les actions de débordement engagées par les travailleurs au cours de la période 1962/1963 faute d'avoir trouvé une expression politique organisée au niveau de l'avant-garde ouvrière, sont restées sans lendemain. Le potentiel de lutte de la classe ne s'exprime plus spontanément. Toutes les possibilités demeurent intactes, mais les appareils s'appliquent à barrer les issues les unes après les autres. Les grandes luttes entreprises en 1964 pour le renouvellement des conventions collectives (chimie et textile en particulier) ont été des demi-échecs, compte tenu des objectifs et de l'importance des forces engagées. La tactique des appareils, fondée sur la séparation des travailleurs du secteur privé et de ceux du secteur public, sur

..//..

les grèves tournantes, sur les contrats d'entreprise a aboutir à la désorganisation du front de classe. En Octobre 1963, les directions syndicales signent un accord séparé dans les entreprises de chimie appartenant à l'Etat (8.000 travailleurs) comme elles l'avaient fait un an auparavant à FIAT et à OLIVETTI en pleine grève des métallos. En novembre les 400.000 travailleurs du textile entrent dans la lutte. Au mois de Décembre, alors que les grèves éclatent de nouveau dans la chimie, les travailleurs du textile reprennent le travail. Après 7 jours de grève dans la chimie le ministre du travail impose une trêve. Début 1964, la convention collective de la chimie est signée. C'est une défaite : les augmentations de salaires sont même inférieures au plafond prévu par la politique des revenus. L'appareil applique une tactique semblable pour briser les cheminots. Une série de grèves d'envergure se poursuit d'Avril à Novembre. Le gouvernement résiste, menace de réglementer le droit de grève dans cette corporation. Faute de concentrer les forces, rien de concret n'est obtenu.

Malgré la trahison de ses directions, la classe Ouvrière combat avec les moyens qui sont les siens. En particulier, aux fermetures d'usines, la classe ouvrière répond en de nombreux cas (FIORENTINI, BELOIT-ITALIE, ICAR-LEO,) par l'occupation des locaux, sans que les directions syndicales entreprennent quoique ce soit pour appuyer ces mouvements. Il est clair cependant que ces actions, aussi importantes soient-elles parce qu'elles nous apprennent de la combativité du prolétariat italien, ne sauraient, à elles seules, retourner la situation, faute d'une organisation révolutionnaire qui y puise ses forces et en prenne la direction. De cette organisation révolutionnaire marxiste, il n'existe pas encore, en Italie, même les premiers éléments. Tout reste à faire.

